

*LES DIALOGIQUES DU MEMORIAL DE CAEN*  
Conférences de Charles-Edouard Leroux

Cycle 2017  
Premier semestre

## Une nouvelle ère de la diplomatie planétaire

La mondialisation et l'ascension des puissances émergentes semblent compromettre la perspective du retour à un ordre mondial dont la stabilité pourrait être garantie par les institutions internationales. Face aux tensions et aux violences du monde, une nouvelle diplomatie prenant en charge les « questions de mémoire » ne demeure-t-elle pas la seule issue à ce que Bertrand Badie a présenté comme « la revanche des humiliés » ?

---

L'état du monde tel qu'il résulte des dernières décennies ne laisse pas de défier jusqu'aux observateurs les plus qualifiés. Une synthèse globale des relations politiques internationales depuis 1945, telle que la propose Maurice Vaisse<sup>1</sup>, historien qui est aussi l'un des principaux spécialistes français des questions de politique étrangère et de défense, nous rappelle à quel point nous sommes loin aujourd'hui de la situation héritée de la fin de la Deuxième Guerre mondiale dont était résulté une césure majeure dans les rapports entre nations coalisées en deux blocs homogènes autour des États-Unis et de l'Union soviétique, alors que dans le même temps, les peuples colonisés s'émancipaient de la tutelle de l'Europe. Puis, des années 1960 aux années 1980, le *monde bipolaire* de la guerre froide avait fait place à un *monde multipolaire*, ajoutant aux lieux traditionnels de conflits d'autant plus de terrains d'affrontement qu'il n'y a désormais plus guère de lieu sur la planète qui ne participe peu ou prou aux nouveaux enjeux internationaux. Et depuis que les événements révolutionnaires des années 1989-1991 ont mis un terme à la guerre froide, la communauté internationale dominée par l'hyperpuissance américaine semble avoir vainement recherché un nouvel ordre mondial que la fragilisation de l'Empire américain le 11 septembre 2001 rend encore plus improbable. Un état de fait d'autant plus problématique que la mondialisation marque l'émergence, face aux traditionnelles souverainetés étatiques, de ces nouveaux prétendants à la domination du monde que sont les firmes dites multinationales (FMN) ou transnationales (FTN) et les réseaux dont les logiques industrielles et les stratégies commerciales défient dorénavant les États et engendrent des interdépendances de plus en plus complexes

Devant ce paysage international en plein bouleversement, il est devenu impossible aujourd'hui de souscrire à la manière dont Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle pouvaient présenter il y a un demi-siècle leur *Introduction à l'histoire des relations internationales* qui consistait essentiellement, écrivaient les deux auteurs, à « analyser et à expliquer les relations entre les communautés politiques organisées dans le cadre d'un territoire, c'est-à-dire entre les États »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Maurice Vaisse : *Les relations internationales depuis 1945*. 14<sup>e</sup> édition. 336 p., A. Colin/Coll. U, 2015.

<sup>2</sup> Pierre Renouvin & Jean-Baptiste Duroselle : *Introduction à l'histoire des relations internationales* (1964). 540 p., Pocket, 2007.

Le début du XXI<sup>e</sup> siècle marqué par le phénomène de la mondialisation et l'ascension des puissances émergentes, en particulier de la Chine et plus globalement ce qu'on a appelé les BRICS<sup>3</sup>, nous entraîne loin des espoirs de paix de la décennie 1990, et les défis à l'ordre international replongent le monde des années 2010 dans un cycle de tensions et de violences dont les solutions semblent faire présentement défaut. C'est ainsi que, à l'occasion de la réédition de la classique *Histoire des relations internationales* mise en œuvre par Jean-Baptiste Duroselle dès la fin des années 70, André Kaspi a raison d'insister sur ce que l'ordre mondial déjà incertain se trouve plus que jamais menacé dans plusieurs régions du monde, notamment depuis que les États-Unis sont confrontés à la concurrence de la Chine. Si plus que jamais les pays émergents tiennent une place grandissante, souligne André Kaspi, il est aisé de comprendre à quel point l'incertitude du lendemain suscite aujourd'hui l'angoisse, tant l'équilibre international semble présentement fragile<sup>4</sup>.

C'est dans ce contexte que doit se poser de manière nouvelle la question de la diplomatie. Quelle que soit l'extension que l'on donne à ce terme, la diplomatie constitue traditionnellement un atout majeur des relations internationales, du moins en tant qu'elle peut réellement participer à la construction d'un équilibre, hier régional, aujourd'hui mondial.

L'idée de la réflexion présente sur la diplomatie m'a été suggérée lors d'une de nos rencontres par une personne qui remarquait que, dans nos discussions sur la marche du monde, nous négligions trop souvent le rôle de la diplomatie. Et en effet, dans le cours ordinaire de notre information, tout pourrait laisser penser que, globalement, l'influence de la diplomatie est en baisse. Du moins, telle que l'information nous apparaît, il est de plus en plus rarement fait mention que les diplomates jouent un rôle déterminant dans la politique étrangère.

Cela peut tenir au fait les diplomates ont perdu une partie du monopole de la politique étrangère dans la mesure où les relations internationales tendent de plus en plus à devenir l'apanage de ce qu'on appelle des Acteurs TransNationaux (ATN) ou Acteurs Non-Etatiques (ANE). Alors que traditionnellement les relations internationales avaient pour acteurs centraux les Etats (les spécialistes parlent de « *paradigme stato-centré* » ou de *stato-centrisme*), il apparaît désormais que les relations internationales sont de moins en moins interétatiques en raison de l'influence croissante des organisations internationales et du poids des forces économiques et financières qui tendent de plus en plus à devenir prédominantes. Et si nous pouvons encore considérer que les organisations internationales, telles que l'ONU, l'OMC ou le FMI constituent des émanations des Etats, les acteurs transnationaux que constituent les grandes firmes et les grandes banques privées pèsent d'un poids si lourd dans les équilibres mondiaux que l'on en vient à partager le constat de Serge Sur, juriste international : « ... *les États ne se limitent pas à leurs gouvernements. Sociétés civiles, forces économiques, minorités multiples jouent leur propre partition internationale autant qu'interne.* »<sup>5</sup> Le juriste insiste bien sur « *leur propre partition* », une manière de suggérer que les Etats y perdent une partie de leur prérogative, une manière, pour l'auteur d'*Un monde en miettes*, de renforcer ce constat qu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, « *la libération des échanges*

<sup>3</sup> BRICS : groupe de cinq pays qui se réunissent depuis 2011 en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Il faudrait ajouter l'Indonésie.

<sup>4</sup> Jean-Baptiste Duroselle & André Kaspi : *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*. 736 p., A. Colin, 2009.

<sup>5</sup> Serge Sur : *Acteurs et figurants : le monde s'ennuie*. *Questions internationales* n°63, sept-oct. 2013. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000547-les-acteurs-des-relations-internationales/les-acteurs-non-etatiques-de-nouveaux-protagonistes-aux-interets-divers>

*économiques et financiers internationaux, la suprématie internationale du dollar entravent la liberté d'action des gouvernements, qui sont le visage international de l'État* »<sup>6</sup>. Une façon aussi de confirmer la perte d'influence de la diplomatie. Ce qui peut expliquer une sorte de rétrécissement de la dimension diplomatique dans la mesure où, à lire le même auteur, « *dans la période contemporaine une grande majorité d'États ont tendu à se déposséder eux-mêmes de leur emprise économique, politique, culturelle, [même] s'ils conservent un monopole militaire et stratégique ...* ». Je reviendrai un peu plus loin sur ce dernier point.

Pour le moment, voilà peut-être ce qui constitue l'une des difficultés actuelles des États à maîtriser les relations internationales : s'ils demeurent théoriquement dépositaires de la démocratie et des droits de l'homme, les États ont le plus grand mal à demeurer décisionnaires en matière politique, économique et culturelle dont l'apanage revient à ce qu'on peut globalement appeler *le marché*.

Le paradoxe qui en résulte réside en ce que la diplomatie n'est pas amoindrie, mais qu'elle est en réalité devenue une *diplomatie* presque exclusivement *économique*, étroitement associée, au Commerce extérieur, et toute entière centrée sur l'économie internationale (comme d'ailleurs sur la promotion du tourisme). C'est ce nouveau défi qui est à l'origine du titre que j'ai suggéré : *une nouvelle ère de la diplomatie planétaire*. Nous verrons un peu plus loin ce qu'il convient d'en penser, mais notons qu'il s'agit désormais, et de plus en plus, pour l'action diplomatique de gérer la concurrence des nouveaux acteurs comme les organisations internationales. C'est la raison pour laquelle tous les ministères ont leur branche internationale, chaque ministère ayant ses relais à l'étranger, en France comme dans de nombreux pays. (En l'occurrence, pour ce qui est de la France, de nombreux commentateurs soulignent depuis longtemps la place prépondérante de la cellule diplomatique de l'Élysée).

C'est la raison pour laquelle nous pouvons considérer qu'en un demi-siècle, la question diplomatique a profondément changé de nature, ce qui conduit Christian Lequesne, spécialiste des questions internationales et européennes, à déclarer que « *la théorie des relations internationales ne peut plus être écrite uniquement par des chercheurs en fauteuil (armchair academics) qui dissertent de manière abstraite de la souveraineté ou de la gouvernance globale dans leur bureau* »<sup>7</sup>. Ce qui signifie que, certes, la diplomatie « officielle » demeure encore une affaire de droit et d'arguments juridiques, comme c'est le cas probablement depuis l'Antiquité, pour résoudre (ou générer !) des conflits entre des interlocuteurs partageant autant que possible « *une culture politique sinon toujours commune, du moins proche* » (Nicolas Drocourt)<sup>8</sup>. Le maniement du droit en diplomatie suppose toujours une réelle maîtrise de l'outil juridique et repose sur une connaissance des différents types de protagonistes des relations internationales, ambassadeurs, juristes, souverains, tout autant que des banquiers ou des affairistes, négociants et industriels, mais la politique internationale résulte aujourd'hui d'un basculement de l'équilibre mondial caractérisé par la mise en cause de la *vision wilsonienne du monde*<sup>9</sup>, autrement dit de l'idée que la démocratie, l'économie de marché et les valeurs occidentales devaient s'imposer partout, et que résume le terme plus récent

<sup>6</sup> Serge Sur : *Un monde en miettes. Les relations internationales à l'aube du XXIe siècle*. 176 p. La Documentation française, 2010.

<sup>7</sup> Christian Lequesne : *Entretien. Le Monde*, Dimanche 29-Lundi 30 janvier 2017, p. 15.

<sup>8</sup> Nicolas Drocourt (dir.) : *Thémis en diplomatie. Droit et arguments juridiques dans les relations internationales de l'Antiquité tardive à la fin du XVIIIe siècle*. 331 p. PU Rennes, 2016.

<sup>9</sup> Formule devenue courante dans la conception des relations internationales, et qui résulte de la politique du président américain Woodrow Wilson (1912-1919) qui a introduit la Charte de la SDN dans le *Traité de Versailles*. La *doctrine* dite *wilsonienne* était en rupture avec la politique de non-intervention des États-Unis dans les affaires de l'Europe et du monde.

d'*occidentalisme*, tel qu'il est usité, par exemple, dans le livre de Christian Charrière-Bournazel consacré à *La rage sécuritaire*<sup>10</sup>. Comme le fait également remarquer Christian Lequesne dans une sorte d'enquête intitulée *Ethnographie du Quai d'Orsay*, ce changement de nature de la diplomatie creuse un écart de plus en plus important entre le diplomate et le politique : « [le diplomate] croit au fait que son travail nécessite de l'expérience et de la prudence alors qu'il perçoit le politique comme impulsif »<sup>11</sup>. Impulsif, c'est-à-dire répondant à des impératifs de communication et d'électoratisme fort peu en rapport, et souvent même en contradiction, avec la patiente construction des équilibres mondiaux.

Ces remarques constituent autant d'indices qui peuvent expliquer une part du discrédit dont souffre actuellement la diplomatie occidentale, dont les grands principes que résumant les termes de *démocratie* et de *droits de l'homme* font l'objet de critiques sous l'appellation péjorative de *droit-de-l'hommisme*, expression formée au début des années 90 pour dénoncer le détournement des droits de l'homme par des politiques dont les buts réels sont la politique de puissance et la domination économique, ainsi que l'établit Isabelle Lasserre qui tente d'expliquer ce qu'elle appelle *L'impuissance française* à s'imposer sur l'échiquier mondial par l'inadaptation de sa politique étrangère aux grands changements qui se sont produits ces vingt-cinq dernières années, de la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, aux attentats contre le World Trade Center à New York le 11 septembre 2001. Cette spécialiste des questions de défense et stratégie plaide précisément pour une diplomatie à la hauteur des bouleversements qui ne cessent de transformer la donne internationale<sup>12</sup>. Il n'est pas certain que les choses aient beaucoup évolué depuis ce diagnostic, même si un certain nombre d'Etats, dont la France, s'efforcent présentement de dresser un bilan de l'interventionnisme occidental au Moyen-Orient, depuis les guerres d'Irak de 1991 et 2003 jusqu'aux actions menées en Lybie et en Syrie sans parvenir à laisser percevoir la moindre perspective de paix.

C'est sans doute la raison pour laquelle devrait s'ouvrir présentement une nouvelle ère de la diplomatie planétaire.

Il est manifeste que les puissances classiques, pas plus que les organismes internationaux, ne parviennent plus à produire des projets cohérents susceptibles de constituer quelque chose comme une politique de stabilité mondiale. Quant aux préfigurations, si ce n'est les prophéties comme celle de Samuel Huntington à propos du *Choc des civilisations* qui se voulait en 1996 « une refondation de l'ordre mondial »<sup>13</sup>, ou celle de Francis Fukuyama annonçant en 1992 *La fin de l'histoire*<sup>14</sup>, elles sont démenties par la puissante nostalgie des identités traditionnelles, ainsi que le montrent à l'envi les exemples de la Russie, de la Chine et des pays d'Europe de l'est.

L'urgence d'une nouvelle ère de la diplomatie planétaire résulte ainsi du bilan des interventions militaires extérieures qui, depuis la fin de la Guerre froide, ont provoqué des dégâts dans les régions concernées et engendré débats majeurs dans la plupart des pays occidentaux, notamment à propos de la Somalie, de l'ex-Yougoslavie, du Rwanda, du Zaïre, du Kosovo ou encore de la Sierra Leone. Pascal Vennesson, Directeur du *Centre d'études en sciences sociales de la Défense* (C2SD) résume le débat à une alternative entre « réalistes » et

<sup>10</sup> Christian Charrière-Bournazel : *La rage sécuritaire. Une dérive française*. 120 p., Stock, 2011.

<sup>11</sup> Christian Lequesne : *Ethnographie du Quai d'Orsay. Les pratiques des diplomates français*. 300 p., CNRS Ed., 2017.

<sup>12</sup> Isabelle Lasserre : *L'impuissance française 1989-2007. Une diplomatie qui a fait son temps*. 221 p., Flammarion, 2007.

<sup>13</sup> Samuel Huntington : *Le choc des civilisations* (1996). 545 p., Odile Jacob, 2000.

<sup>14</sup> Francis Fukuyama : *La fin de l'histoire et le dernier homme* (1992). Champs essais, 2009.

« interventionniste »<sup>15</sup>, les premiers considérant comme préjudiciables les interventions militaires décidées dans l'urgence, interventions que leur caractère temporaire condamne à la superficialité, les derniers au contraire présentant les interventions comme une source de progrès dans l'évolution des relations internationales. Nous sommes en mesure aujourd'hui de mesurer ce qu'il en est. D'où la nécessité de mener l'action diplomatique à prendre le pas sur les arguments des dirigeants politiques et militaires, étant entendu que les blocs classiques, pas plus que les organismes internationaux, ne parviennent plus actuellement à produire des projets cohérents susceptibles de constituer quelque chose comme une politique mondiale.

En l'occurrence, il semble que le temps soit venu de faire le constat d'un retour impossible aux unions des puissances d'antan, quelles que soient les illusions qu'entretiennent encore, ou plutôt font semblant d'entretenir, à l'Est comme à l'Ouest, les nostalgiques des anciennes politiques.

C'est pour ouvrir de nouvelles perspectives et comprendre qui gouverne et comment se gouverne le monde, qu'Hubert Védrine appelle les responsables politiques et les peuples à en finir avec une géopolitique dite *occidentalo-centrée* : « Pendant ce dernier quart de siècle, les Occidentaux ont cru à ce qu'avait promis George Bush père (1989-1993), c'est-à-dire un nouvel ordre mondial sous la conduite éclairée des Etats-Unis »<sup>16</sup>. Plus largement, à la lumière de l'état présent du monde, et notamment du chaos proche-oriental, l'auteur de l'essai intitulé *Le Monde au défi* aboutit à cette conclusion : « L'Occident doit admettre qu'il ne peut plus régenter le monde ».<sup>17</sup> Ce défi auquel doit répondre une nouvelle diplomatie planétaire résulte de la désillusion commune aux Etats-Unis comme à l'Europe, en dépit de leurs différences d'esprit, désillusion, commente Hubert Védrine, dont la brutalité peut expliquer l'élection de Donald Trump, qui défend l'idée que les Etats-Unis n'ont pas vocation à intervenir partout, en particulier à imposer la démocratie. Comme l'ensemble des Occidentaux, Barak Obama avait lui aussi manifestement conscience que les interventions des dernières vingt-cinq années, notamment en Afghanistan et surtout Irak, loin de contribuer à un quelconque rééquilibrage géopolitique, avaient eu surtout des effets désastreux.

D'où, encore une fois, la nécessité de s'y prendre tout autrement, à partir du constat de l'impuissance de l'ONU à rétablir la paix ou même à diminuer les tensions dans les régions en proie aux conflits les plus violents, par ailleurs le bilan étant fait depuis longtemps que l'imposition du « marché global », contrairement aux pronostics de Francis Fukuyama, ne constituait nullement un facteur d'équilibre géopolitique pour le monde.

Seul recours, donc, dans un monde tissé de mentalités qui s'opposent, un monde dont les peuples semblent sourds à tout autre appel que celui de leurs intérêts immédiats, il est devenu urgent de retrouver ou d'inventer des éléments de cohésion susceptibles de rassembler l'humanité autour d'un projet commun.

Ce sera peut-être l'écologie. C'est en tout cas ce que suggère Hubert Védrine.

Constatant la faillite des Etats à résoudre les grandes crises qui affectent la planète, Dominique de Villepin, dont le célèbre discours à l'ONU lors de la crise irakienne en 2003 avait été très légitimement applaudi par une grande partie des représentants de la communauté internationale, notamment pour la puissance de conviction qu'il a manifestée contre l'intervention américaine en Irak, appelle, dans son livre récent judicieusement intitulé *Mémoires de paix pour temps de guerre* les nations occidentales à abandonner leur crispation

<sup>15</sup> Pascal Vennesson : *Les « réalistes » contre les « interventionnistes » : arguments, délibérations et politique étrangère.* <http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf>

<sup>16</sup> *Entretien, Le Monde* dimanche 15-lundi 16 janvier 2017

<sup>17</sup> Hubert Védrine : *Le monde au défi* (2016). 128 p., Fayard/Pluriel, 2017.

sur leurs privilèges et sur leur vision du monde dépassée, pour s'engager sur la voie d'une nouvelle diplomatie planétaire : « *Nous devons apprendre à regarder le monde et à en comprendre les métamorphoses. A nous d'entendre ce qui anime aujourd'hui les peuples et les nations, en Russie, aux Etats-Unis, comme en Chine, en Turquie, en Côte d'Ivoire ou en Colombie* »<sup>18</sup>. Et il s'agit bien de diplomatie, qui exige de « *s'atteler au travail de la paix, d'ouvrir les yeux sur les blessures du monde et de nous doter des outils pour construire un nouvel ordre, stable et juste.* » Ce sont précisément ces outils qui rendent possible une nouvelle ère diplomatique.

En tout cas, c'est cette conviction que la force, si légitime puisse-t-elle sembler, ne pourra régler à elle seule les conflits mondialisés, qui doit désormais conduire les Etats à trouver des solutions dans l'action diplomatique. La crise migratoire qui affecte l'Europe depuis le début des années 2010, que d'aucuns, à l'instar de Jérôme Fourquet, ont estimé constituer l'une des plus graves crises migratoires de l'histoire, migrants et réfugiés arrivant par millions dans l'Union européenne via la mer Méditerranée et les Balkans, depuis l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud, constitue le type même de situation cruciale qui exige – une fois n'est pas coutume – de dépasser l'incantation morale<sup>19</sup>. Nous pouvons constater que la crise migratoire, compliquée par le débat sur l'islam, et contaminée par le terrorisme, n'est pas parvenue à trouver de solution globale auprès de nations européennes crispées sur leurs peurs et sur leurs identités.

Pour sortir de ces blocages et comprendre que les politiques occidentales guidées par le simple discours moral sont vouées à l'échec, un inventaire s'impose désormais, qui se présente *en termes d'enjeux de mémoire*.

Bertrand Badie, géopolitiste et spécialiste des relations internationales, a analysé il y a peu, dans un ouvrage précisément intitulé *La revanche des humiliés*, toutes les raisons qui font obstacle aujourd'hui à une pacification des relations internationales, et obèrent inévitablement toute tentative de construction de la paix. Quand je dis que la clé de son analyse réside dans les enjeux de mémoire, c'est parce qu'il établit que la nature de la diplomatie actuelle, qu'il appelle « *la diplomatie de club* », telle que pratiquée par le Conseil de Sécurité et le G7, est une diplomatie qui ne cesse de raviver chez les peuples dits émergents les plaies encore vives des défaites passées et des colonisations. Cela concerne autant d'anciennes puissances comme la Russie, l'Inde ou la Turquie (Empire ottoman) que nombre de pays africains ou arabes. Le constat est sans appel : « *L'humiliation est devenue l'ordinaire des relations internationales. Rabaisser un État, le mettre sous tutelle, le tenir à l'écart des lieux de décision, stigmatiser ses dirigeants : autant de pratiques diplomatiques qui se banalisent* ». <sup>20</sup>

Une « diplomatie de club qui trahit aussi l'inadaptation des vieilles puissances et de leurs diplomaties à un monde de plus en plus globalisé. D'où l'appel de Bertrand Badie à reconstruire un ordre international dans lequel seront dépassées les blessures mémorielles qui perdurent comme des humiliations, dépassement qui permettra aux sociétés de trouver toute leur place à partir d'une reconnaissance mutuelle.

C'est la raison pour laquelle Antoine Marès et Marie-Pierre Rey ont placé, pour reprendre le titre de l'ouvrage dont ils ont dirigé l'édition en 2014, *Mémoires et émotions : au cœur de*

<sup>18</sup> Dominique de Villepin : *Mémoires de paix pour temps de guerre*. 672 p., Grasset, 2016.

<sup>19</sup> Jérôme Fourquet : *Accueil ou submersion ? Regards européens sur la crise des migrants*. 150 p., Editions de l'Aube, 2016.

<sup>20</sup> Bertrand Badie : *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*. 190 p., Odile Jacob, 2014.

*l'histoire des relations internationales*.<sup>21</sup> Les auteurs ont demandé à vingt-six historiens français et européens de développer la pertinence du concept d'émotion dans l'histoire des relations internationales, dans l'esprit de l'historien américain Robert Franck, qui a introduit les dimensions de l'imaginaire, de la psychologie collective et des mentalités au premier plan de l'étude des relations internationales.<sup>22</sup> En plaçant *l'émotion au cœur des relations internationales*, les auteurs privilégient, en matière diplomatique, la prise en compte des questions de mémoire, autrement dit de traumatisme, de vie, de mort et de liberté individuelle et collective dans la résolution des conflits.

Il ne serait pas difficile de rendre compte des attaques terroristes qui endeuillent l'Europe à partir de la manière dont s'est déroulée la décolonisation, ou de comprendre le retour des vieux autocrates en Afrique et, en somme, la résistance de certains pays d'Afrique aux transitions, en reliant ces situations aux pratiques et aux méthodes qui ont présidé aux premières décennies qui ont suivi l'accès de ces mêmes peuples à l'indépendance, et qu'on appelle *la Françafrique*, que François-Xavier Verschave dénonce comme « *le plus long scandale de la République* ». <sup>23</sup>

Exemplaire du poids de la question mémorielle dans la constitution d'une diplomatie planétaire, l'ampleur du drame syrien, après plus de six ans d'une gestion internationale qu'Hubert Védrine n'hésite pas à comparer avec le fiasco de Suez. Parmi les éléments de mémoire les plus importants, la manière dont la Russie, dont la place dans le monde était devenue incertaine depuis la fin de la Guerre froide, parvient à faire un retour jusqu'à tenter de devenir maîtresse du jeu en imposant un nouveau cessez-le-feu en Syrie.

Lourde résistance mémorielle également que la vague populiste en Europe qui empêche l'Union européenne de se construire en dépassant les identités. Seule une nouvelle diplomatie susceptible de compter avec les nostalgies des passions nationales (ou nationalistes) sera en mesure de contribuer à ce qui devra être une réinvention de la démocratie européenne, sans laquelle il sera difficile à l'Europe de prendre sa part dans l'équilibre mondial. Comme l'analyse justement Hubert Védrine, nous avons pour le moment affaire à une Europe spectatrice dans un monde dominé par les Etats-Unis, la Chine, et la Russie, situation dont nous ne sortirons pas sans cette nouvelle diplomatie planétaire qu'il appelle de ses vœux<sup>24</sup>, avec un avertissement fondamental : « *L'heure est venue d'un inventaire sérieux sur nous-mêmes, sans repentance inutile* »<sup>25</sup>.

En guise de conclusion, je soulignerai trois idées fondamentales que j'extrait des auteurs auxquels j'ai eu recours pour élaborer cette réflexion sur les moyens à engager pour sortir de la confusion du présent et renouer avec une diplomatie planétaire qui serait en mesure de construire la paix.

En premier lieu, revenir autant que possible à une diplomatie qui ait réellement pour objectif, non plus de servir des ambitions de puissance, non plus que des seuls intérêts à court terme, mais qui redevienne un moyen efficace d'éviter la guerre.

<sup>21</sup> Antoine Marès et Marie-Pierre Rey : *Mémoires et émotions : au cœur des relations internationales*. 335 p. Publications de la Sorbonne, 2014.

<sup>22</sup> Robert Frank (dir): *Pour l'histoire des relations internationales*. 796 p., PUF, 2012.

<sup>23</sup> François-Xavier Verschave : *Françafrique. Le plus long scandale de la République*. 379 p., Stock, 2003.

<sup>24</sup> Hubert Védrine : *Sauver l'Europe*. 96 p., Liana Lévi, 2016.

<sup>25</sup> Hubert Védrine : *Entretien, Le Monde* dimanche 15-lundi 16 janvier 2017.

Ambition qui oblige en second lieu les puissances d'antan à renoncer à une tradition diplomatique liée directement ou indirectement à l'hégémonie.

Mais en définitive s'impose présentement une condition *sine qua non*, qui est de savoir où nous en sommes. En matière de politique internationale, nous ne sommes pas éloignés d'un sentiment de chaos qui rend de plus en plus urgent le travail patient et lucide d'esprits à même de constituer pour l'ère qui est devant nous une diplomatie à la hauteur de ce que fit naguère le génie de Talleyrand ou de Metternich. Mais c'est une autre histoire, et qui n'est plus de mise.

---